



Mêmes constats, mêmes effets,

Boycott du Comité Technique Ministériel du 14 novembre 2017 !

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, le Comité Technique Ministériel du 14 novembre ne se tiendra pas !

La longue intervention liminaire de la ministre à l'ouverture du CTM de repli du 6 novembre dernier n'a assurément pas convaincu et encore moins rassuré les organisations sus-nommées, au regard des arguments qu'elle a développés, des hésitations dans ses réponses ou de l'absence de réponse souvent à des sujets fondamentaux pour nous, notamment sur la question de la baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires.

Celle-ci n'a fait que confirmer les inquiétudes exprimées par tous concernant la casse orchestrée des services publics et les politiques d'austérité menées par le gouvernement, tant à l'encontre des fonctionnaires que des salariés du privé.

En dépit des déclarations qu'elle a pu faire, nous sommes plus que circonspects sur l'attachement de la ministre au dialogue social au regard des priorités qu'elle dégage pour la justice et des chantiers d'envergure qu'elle entend mener tambour battant !

Il y a en effet tout lieu de craindre que nous soyons mis devant le fait accompli avec des projets de textes adressés à la dernière minute ou remis sur table, sans laisser le temps nécessaire à la consultation des agents.

Ainsi, malgré l'opposition unanime des organisations syndicales, la mise en place du R.I.F.S.E.E.P demeure une des priorités du ministère, dispositif pourtant largement dénoncé pour son opacité et son caractère inégalitaire, qui accentuera un peu plus encore les tensions dans les services fonctionnant déjà en mode très dégradé.

La ministre a assumé sa solidarité gouvernementale, nous n'en doutons pas, dans un ministère où le dialogue social est plus que jamais de pure façade, où les régressions sociales et les menaces sur le service public de la justice s'enchaînent et où le mépris vis à vis des fonctionnaires est de plus en plus insupportable !

Notre ministère nous impose en 8 jours un texte statutaire sans véritable concertation.

Nous attendons qu'après les déclarations d'intention sur le dialogue social, nous passions aux actes !

Paris, le 14 novembre 2017